

Baromètre de la confiance politique - vague 8



Le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF est la référence pour mesurer la valeur cardinale de la démocratie : la confiance. Depuis 2009, il dévoile les niveaux de confiance accordée aux acteurs politiques, sociaux et économiques par les Français. Il révèle les degrés de confiance personnelle et interpersonnelle. Il divulgue enfin les perceptions de l'avenir articulées entre optimisme personnel et pessimisme collectif.

Confiance privée et inconscience publique dans l'avenir Madani Cheurfa

Les résultats de deux précédentes notes (vagues 6 et 7) nous avaient conduits à dresser un constat en berne sur le thème de la confiance en l'avenir. À la veille des élections présidentielle et législatives de 2017, emplies de promesses d'avenir et d'engagements pour de meilleurs lendemains, quel nouveau constat peut-on établir ? Quelles réponses apporte cette vague 8 de décembre 2016 ?

Nous choisissons de définir la confiance comme, d'une part, une capacité à se projeter, individuellement comme collectivement, et d'autre part, une attitude positive. Elle peut donc être comprise comme un pari positif sur l'avenir. On pourrait aller plus loin en comprenant que la façon dont nous nous projetons dans l'avenir agit rétrospectivement sur notre présent. Notre façon de voir et de se représenter l'avenir influence donc notre comportement présent.

Il nous revient alors de comprendre comment les Français envisagent leur futur, qu'il soit individuel ou collectif. Le Baromètre nous montre que les Français comptent sur eux-mêmes pour faire face à l'avenir (I) et que cet avenir est pensé sur le mode du pessimisme (II). Enfin, notre contrat social a été rédigé pour offrir à chaque nouvelle génération l'avenant d'un avenir meilleur que le présent, comment est envisagé le destin des jeunes générations, c'est-à-dire l'avenir de notre avenir (III) ?

I/ L'individualisme imposé : à soi, aux autres

Depuis 2009, les différentes vagues du Baromètre montrent que les personnes interrogées insistent sur l'autonomie et la responsabilité individuelle pour faire face à la crise. Ainsi 77% des personnes interrogées en décembre 2016 (75% en 2015) estiment que les gens peuvent changer la société par leurs choix et leurs actions. Ce premier résultat doit être associé à la défiance politique.

En effet, la vague 8 du Baromètre nous montre que 63% des interrogés disent n'avoir confiance ni en la gauche ni en la droite pour gouverner le pays (52% en 2012, 65% en 2015). La parole politique n'étant considérée comme ni solide ni crédible, les citoyens s'en remettent à eux-mêmes pour changer la société. Ce dépit est la première face d'un individualisme qui se définit de l'autre côté par la responsabilité.

En effet, 55% (idem en 2015) des interrogés estiment avoir une liberté et un contrôle total sur leur propre avenir (idem en 2015). Dans le détail, 11% sont tout à fait d'accord, 44% sont plutôt d'accord, 38% sont pas vraiment d'accord et 7% qui ne sont pas du tout d'accord avec cette idée.

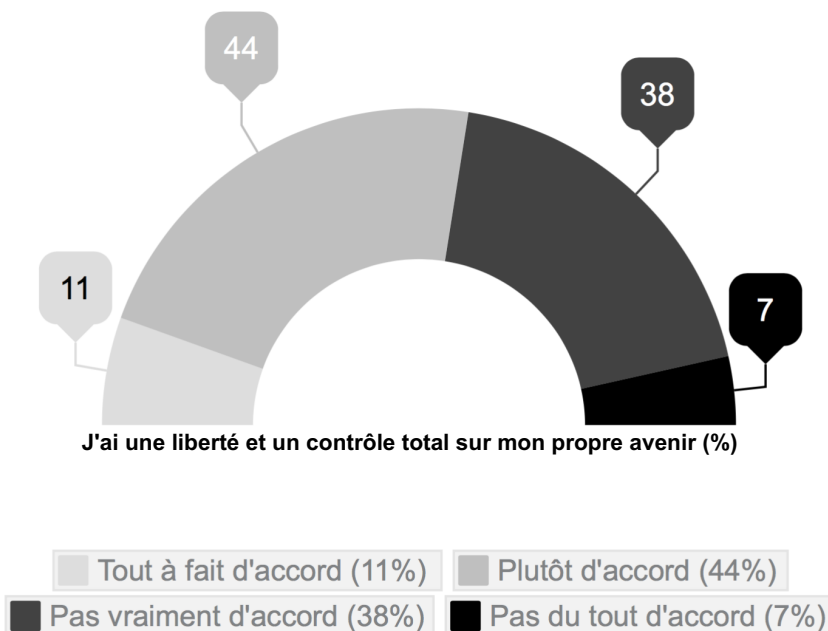
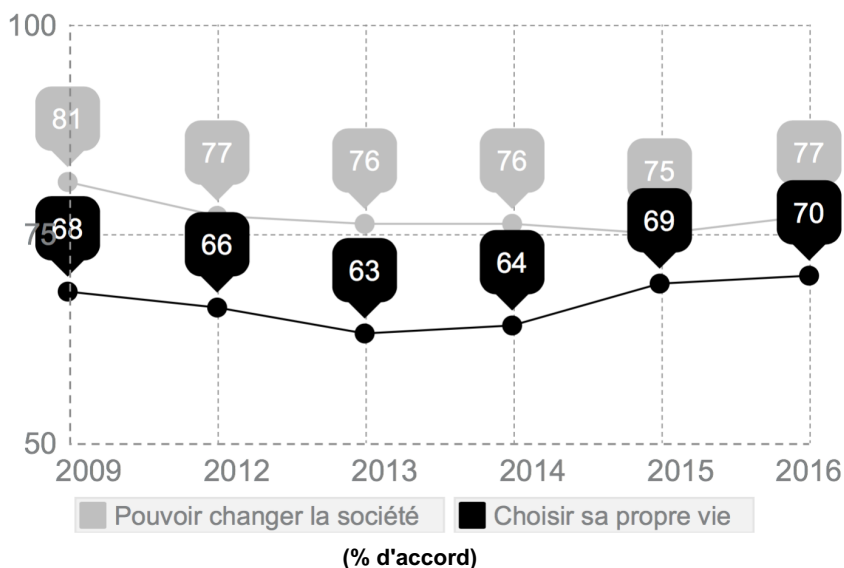
De la même façon, 70% des interrogés pensent que les gens ont la possibilité de choisir leur propre vie (63% en 2013, 69% en 2015). Jamais le Baromètre n'avait mesuré un score si haut pour cette question.

Ces mesures confirment notre constat des années précédentes sur cet individualisme imposé, à soi (comme réponse à la carence de l'action politique) et aux autres (en rendant chacun responsable de sa situation). Cet individualisme français est conjointement une règle personnelle et une norme sociale. On le retrouve dans la question du rapport à l'avenir.

II/ Un pessimisme qui trouble l'avenir

Commençons par comprendre quel pronostic portent les personnes interrogées sur leur avenir personnel : optimiste ou pessimiste ?

Une question est régulièrement posée depuis 2009 selon cette formulation : « Je suis toujours optimiste quand je pense à mon avenir : êtes-vous tout à fait d'accord, plutôt d'accord, ni d'accord ni pas d'accord, pas vraiment d'accord, pas du tout d'accord ? ». Ce type d'optimisme est présent pour 45% des interrogés en 2009 mais n'est plus que de 34% en 2013 et remonte à 36% en 2014, 2015 et 2016.



L'avenir n'est ainsi pas vu sous les meilleurs auspices et ce constat est plutôt répandu à travers les différentes catégories socioprofessionnelles. On constate ainsi que 37% des CSP+ (39% en 2015) sont toujours optimistes quand elles pensent à leur avenir (35% ni d'accord ni pas d'accord, 28% pas d'accord). De leur côté, les employés et ouvriers sont 34% (36% en 2015) à être toujours optimistes au sujet de leur avenir (35% ni d'accord ni pas d'accord, 33% pas d'accord). En somme, la part des Français qui disent exercer un contrôle sur leur avenir et être toujours optimistes reste au même niveau que les deux années précédentes. L'optimisme, en baisse depuis 2009, motive une personne sur trois. On le voit, entre individualisme et optimisme, la confiance en l'avenir, quand elle existe, est avant tout une confiance privée.

III/ Générations de demain

Comment notre futur collectif, et plus particulièrement celui des jeunes générations, est-il envisagé ? Le Baromètre nous permet d'y répondre de deux façons, en considérant d'abord l'avenir professionnel des jeunes, puis le destin des générations à venir.

48% des interrogés de décembre 2016 (51% en 2015) estimaient que, pour assurer, aujourd'hui, leur avenir professionnel, les jeunes ont intérêt à quitter la France. Il existe une grande différence selon le positionnement politique. Ce score est de 62% (66% en 2015) chez ceux qui se positionnent politiquement à droite et de 33% chez ceux qui se placent à gauche (idem en 2015).

Il n'y a guère de différences entre les CSP+ et les CSP- : 48% et 47% (49% et 51% en 2013 ; 50% et 55% en 2014, 44% et 47% en 2015).

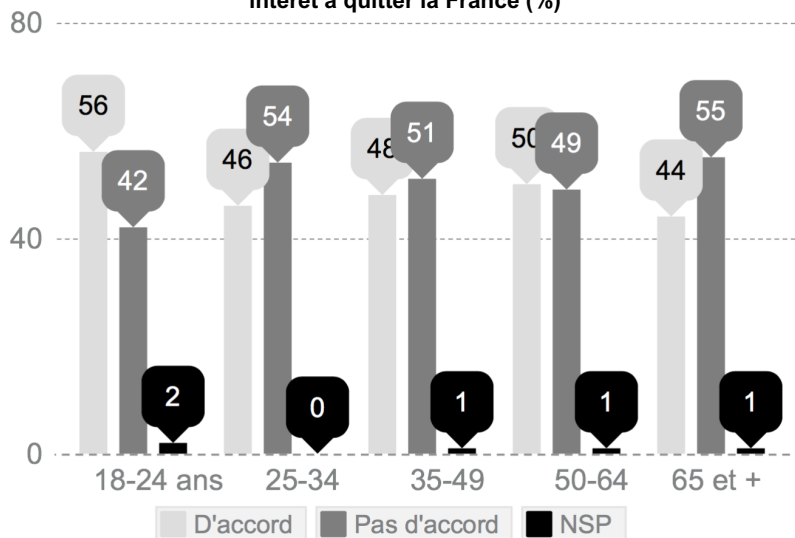
La réponse des 18-24 ans capte notre attention : 56% (48% en 2013, 60% en 2014, 55% en 2015) sont d'accord avec l'idée que leur avenir professionnel devrait s'accomplir à l'étranger, dont 17% (11% en 2015), soit près de deux jeunes sur dix, tout à fait d'accord. Ces 18-24 ans se distinguent ainsi des autres classes d'âge par ses réponses en faveur d'un avenir, choisi ou subi, ailleurs qu'en France.

Les générations d'aujourd'hui auront moins de chances de réussir que leurs parents dans la société française de demain. Cette réponse est choisie par 64% des personnes interrogées lors de la vague de 2016 (67% en 2009, 72% en 2013, 72% en 2014, 65% en 2015). Seulement 4% (3% en 2015) pensent qu'ils auront plus de chances. Ce pessimisme se retrouve plus chez les CSP-, 68% (74% en 2014, 65% en 2015) que chez les CSP+, 60% (72% en 2014, 64% en 2015), et il est partagé par toutes les classes d'âges (le minimum se trouve chez les 25-34 ans avec 57% ; le maximum est de 68% chez les 18-24 ans). L'inconfiance s'agissant de la jeunesse prédomine donc. Elle affecte plus de deux personnes sur trois sur les chances de réussite des générations de demain. Cette inconfiance publique, mesurée depuis plusieurs vagues du Baromètre, est le pendant de la confiance privée évoquée plus haut. Elles caractérisent notre rapport à l'avenir.

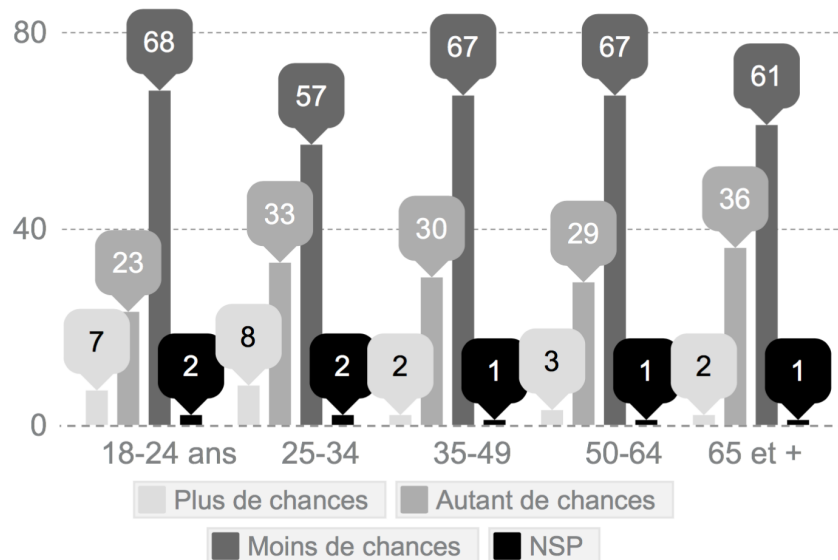
Confiance privée et inconfiance publique dans l'avenir

En conclusion, deux réponses sont possibles à la question de savoir comment les Français envisagent leur avenir. Premièrement, il existe une individualisation, choisie ou subie, dont le credo rend chacun responsable de sa situation, heureuse comme malheureuse. Cet état d'esprit, déjà bien connu des enquêtes sociologiques, pose un sérieux défi à la France qui se prépare aux rendez-vous électoraux de 2017 en termes de solidarité et de fraternité : notre futur commun a-t-il de l'avenir ? Deuxièmement, la confiance, que nous avons définie comme un pari, positif, sur l'avenir, ne caractérise pas le rapport à l'avenir. Dans l'esprit des personnes interrogées, le présent semble contaminé par la lassitude et l'avenir reste terni par un pessimisme auquel les jeunes générations n'échappent pas : leur avenir professionnel est envisagé hors de France et on pense que les générations d'aujourd'hui vivront moins bien dans la société de demain. En somme, nous aurions renoncé au futur que nous nous étions imaginés. Cette incapacité à se projeter collectivement dans l'avenir est un trait essentiel de l'opinion publique à la veille des élections de 2017.

Aujourd'hui, pour assurer leur avenir professionnel, les jeunes ont intérêt à quitter la France (%)



Pensez-vous que les jeunes d'aujourd'hui auront plus, autant ou moins de chances de réussir que leurs parents dans la société française de demain ? (%)



L'auteur

Madani Cheurfa

madani.cheurfa@sciencespo.fr



www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/



www.cevipof.com



@CEVIPOF



fb.com/ComCevipof/

Edition

Madani Cheurfa

Odile Gaultier-Voituriez